

Boris Cyrulnik est neuropsychiatre et éthologue. Directeur d'enseignement à la faculté des Lettres et Sciences Humaines de Toulon, il est également l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels Les nourritures affectives (Editions Odile Jacob, 1993) et Un merveilleux malheur (Editions Odile Jacob, 1999).

La mission du Défenseur des enfants est de défendre et de promouvoir les droits de l'enfant. Pensez-vous que le fait de faire savoir aux enfants qu'ils ont des droits, définis par une loi, peut les aider se construire, c'est-à-dire tout simplement à grandir ?

Oui, dans la mesure où cela modifie la représentation de soi. Dire aux enfants qu'ils ont des droits, c'est tenir un discours social nouveau qui leur permettra de se représenter eux-mêmes comme des " petites personnes " à qui l'on n'a pas le droit de faire n'importe quoi. Et le fait de savoir qu'ils sont des petites personnes ayant des droits leur permettra certainement de mettre en place des mécanismes de défenses psychologiques et comportementales qui leur seront bénéfiques.

En revanche, je pense que peu d'enfants oseront se servir de ce droit et passer à l'acte.

Vous prônez le concept de résilience, c'est-à-dire la capacité qu'a toute personne de se développer et de réussir après un choc ou un traumatisme. Pensez-vous que le fait de faire savoir aux enfants victimes de traumatisme ou de maltraitance qu'ils ont des droits peut les aider à se reconstruire ?

Oui ; le simple fait de savoir qu'il est possible de s'en sortir est déjà un pas en avant vers la reconstruction. Lorsque la société dit : " Avec ce qui lui est arrivé, il est foutu ", cela entrave le développement de l'enfant. Alors que si le discours social reconnaît la blessure mais estime possible la reconstruction, l'enfant va s'atteler à cette tâche de reconstruction. Bien sûr, il faudra l'aider en lui proposant des tuteurs de développement. Mais si nous faisons entrer dans la culture l'idée que les enfants sont des petites personnes, ils deviennent co-auteurs de leur développement.

On dit que le père, symboliquement, représente la loi. Lorsque le père est absent ou défaillant, que devient le rapport à la loi ?

Le père ne représente la loi que dans une culture patriarcale. En réalité, le père représente le pouvoir séparateur : il est celui qui sépare la mère de l'enfant, qui l'empêche d'être toute-puissante et de garder son enfant dans une prison affective. Sinon, après la lune de miel de la petite enfance suivra la lune de fiel de l'adolescence, puisque l'enfant a besoin, pour grandir, de se séparer de sa famille, donc de sa mère. Si le père n'a pas joué son rôle de séparateur, c'est la haine qui jouera ce rôle.

Nous ne sommes plus dans une société où les femmes sont le deuxième sexe et où le père représente Dieu, ou Napoléon, dans la famille. Actuellement, les pères sont nettement moins grandiloquents. Néanmoins, la mère doit laisser le père jouer son rôle de séparateur. Elle doit lui attribuer un pouvoir pour que les enfants, dans leur tête, puissent faire une place au père et ainsi se séparer de leur mère pour grandir.

Il ne faut plus raisonner en termes de relations mère-enfant ou père-enfant, mais de triangle parental. L'enfant se développe de façon différente selon qu'il est structuré par une mère seule, par un père qui représente la loi comme au Moyen Age, ou par un triangle parental.

Vous parlez beaucoup, dans votre ouvrage *Un merveilleux malheur, des enfants victimes du nazisme*. Diriez-vous qu'Anne Frank, dont le Journal est connu de tous, avait une personnalité résiliente ?

Oui, elle est même souvent citée comme modèle de personnalité résiliente. Car elle avait mis en place, au cours des années d'enfance, les ressources internes " d'attachement secure ", c'est-à-dire qu'elle avait acquis l'aptitude à aller chercher les personnes ou les lieux avec lesquels elle se sentait en sécurité. Et ce sentiment de sécurité est nécessaire pour qu'un enfant puisse se développer. De plus, elle était capable d'écrire, de faire de la poésie alors qu'elle vivait dans un monde totalement désespéré et qu'il n'y avait pas autour d'elle les ressources externes qu'auraient du lui proposer la famille et la société, et pour cause : sa famille était fracassée et la société était folle.

On peut penser qu'après la guerre, si sa famille avait été un peu recomposée ou si elle avait trouvé une famille de substitution, et si la culture lui avait proposé d'autres tuteurs de développement (comme, par exemple, des lieux d'expression de son talent littéraire) elle aurait été totalement résiliente.

Vous dites qu'actuellement, le discours social met essentiellement l'accent sur le traumatisme, sur les dégâts provoqués chez les enfants par la maltraitance, la violence scolaire, la guerre, etc. Quelles sont les raisons d'un tel discours ?

La notion de traumatisme est très récente. Au début du 20^e siècle, on ne connaissait que les traumatismes physiques. On a évoqué le traumatisme psychique pour la première fois pendant la guerre russo-japonaise (1904-1905). Les médecins militaires ont constaté des troubles du comportement chez les officiers russes, pourtant réputés solides, qu'ils ont expliqué par " le vent du boulet " : le boulet des canons, disaient-ils, était passé si près du cerveau que le souffle avait provoqué une commotion cérébrale à l'origine de leurs troubles.

Puis, pendant la guerre de 1914-1918, ceux qui avaient été traumatisés étaient méprisés et considérés comme des sous-hommes. Durant les guerres suivantes, on commence à évoquer des troubles psychiques. Mais c'est seulement à partir de la Shoah que l'on a commencé à penser le traumatisme.

Or, pour qu'il y ait traumatisme, une personne doit avoir reçu deux coups. Le premier est constitué par la blessure (choc, viol, agression, déportation, maltraitance, etc.). Le deuxième coup est constitué par la représentation de la blessure : l'idée que se fait de lui-même le blessé, à travers le regard des autres. Si vous éprouvez du dégoût ou du mépris pour un enfant qui a été violé, il sera traumatisé. De même si vous estimez qu'un enfant qui a été maltraité, ou déporté, ne pourra jamais s'en sortir, il ne s'en sortira jamais. C'est ainsi que se construit le traumatisme.

Voilà pourquoi il faut agir non seulement sur l'enfant blessé, sur le premier coup, mais également sur la culture, donc sur le deuxième coup, afin que celle-ci ne transforme pas la blessure en traumatisme.

Vous vous insurgez contre les " psychozorros ", ces adultes qui enferment l'enfant dans un statut de victime pour pouvoir voler à son secours. A quoi les reconnaît-on ? Toute personne cherchant à aider un enfant en difficulté n'est tout de même pas un " psychozorro " ?

Non, heureusement. Les " psychozorros " sont des personnes qui, inconsciemment, ont besoin pour se sentir bien de s'occuper d'un enfant qui va mal. Mais elles ont surtout un besoin névrotique que l'enfant reste malade de façon à pouvoir continuer à l'aider. Dès que l'enfant va mieux, elles s'en désintéressent. En général, les enfants se sentent mal auprès de ces adultes qui semblent leur vouloir du bien. Pourtant, si la famille n'est pas close, l'enfant peut s'en sortir.

Qu'est-ce qu'une famille close ?

C'est une famille qui est coupée du monde. Une famille dans laquelle personne ne sort, personne ne travaille, où les rapports familiaux sont faits de violences physiques et sexuelles. C'est là que l'on trouve la plus forte toxicité.

En revanche, lorsque la famille est ouverte sur la culture, le travail, les rencontres, l'enfant peut mettre en place une méthode comparative. Il sent qu'il aime de façon différente les différentes personnes qui l'entourent, et il sent quelles sont les personnes avec lesquelles il est bien. Cela peut être la voisine ou l'institutrice. C'est un début de mécanisme de résilience. Cela l'oblige à prendre de la distance vis à vis de sa famille.

Vous dites par ailleurs qu' « il ne suffit pas de dire son malheur pour que tout soit réglé ». Comment faire, alors, pour aider l'enfant à guérir ?

En effet, l'enfant ne doit pas obligatoirement avouer son secret pour s'en libérer. D'ailleurs, le terme même d'aveu inclut la notion de faute, et donc de culpabilité, alors que l'enfant est celui qui a été agressé.

Je fais partie de ceux qui pensent que l'on n'est pas obligé de raconter son secret sur la place publique pour aller mieux. On peut, que l'on soit enfant ou adulte, utiliser le " para-dit " : en écrivant, en mettant en scène des pièces de théâtre, en aidant des enfants, on se libère de son secret sans pour autant le dire. Faire un procès est une autre façon de se libérer. La loi peut être une arme de défense.

Dire peut libérer du secret mais à condition que la culture soit capable d'entendre ce qui est dit. Or, ce n'est pas toujours le cas : on accuse souvent les victimes, enfants ou adultes, de fantasmer. On nie leur parole, ce qui est le meilleur moyen de les faire taire et de les agresser une seconde fois.

Pourquoi avez-vous accepté de faire partie du Comité des Sages qui entourent le Défenseur des enfants ?

Tout d'abord, parce que je n'accepte pas que l'on maltraite ou que l'on entrave les enfants. C'est une révolte que j'ai en moi depuis ma propre enfance, et qui d'ailleurs m'a probablement amené à étudier la médecine et la psychiatrie.

Ensuite, parce que c'est seulement maintenant que l'on découvre la condition de l'enfant, que l'on comprend son développement ; il ne faut donc pas rater ce moment-là. Et puis, la future condition humaine passe par le développement des enfants, puisque ce sont eux les adultes de demain.

Enfin, j'ai accepté parce que j'ai beaucoup d'estime pour Claire Brisset, la Défenseuse des enfants.